

Le droit public face à la transition écologique

Édité par

François Bellanger et Frédéric Bernard

Table des matières

Sommaire	5
Avant-propos	7
FRÉDÉRIC BERNARD	
État de droit et transition écologique	9
Introduction	10
I. L'État de droit	12
A. La consécration en droit suisse	13
B. L'évolution	14
C. La définition	14
II. La crise écologique	17
A. Les trois composantes de la crise	17
B. Les liens entre les composantes	21
C. La terminologie	25
III. La transition écologique	27
A. Les objectifs	27
B. La temporalité spécifique de la crise écologique	31
C. Le cadre politique et idéologique	32
IV. L'État et la transition écologique	34
A. Le rôle de l'État et du droit public	34
B. Le droit constitutionnel	35
C. Le droit administratif	38
V. La prééminence et la sécurité du droit	41
A. Le fédéralisme	41
B. La séparation des pouvoirs	44
C. La démocratie directe	49
Conclusion	53

NESA ZIMMERMANN

Transition écologique : quelle relation avec les libertés fondamentales ?	55
I. Introduction	55
II. Les synergies entre transition écologique et libertés fondamentales	57
A. Le potentiel et les limites des libertés fondamentales dans des litiges environnementaux : l'exemple de la Cour européenne des droits de l'homme	58
B. Les litiges climatiques mobilisant des libertés fondamentales	63
1. L'émergence et la multiplication des litiges climatiques	63
2. Les affaires devant la Cour européenne des droits de l'homme	67
III. Les tensions entre transition écologique et libertés fondamentales	71
A. Les libertés de la sphère personnelle	72
B. Les libertés de communication	77
C. Les libertés de la sphère économique	78
IV. Conclusion et perspectives	81
Bibliographie	84

NICOLAS WISARD

**Réseaux thermiques: L'exemple
du monopole genevois**

	91
I. Introduction	91
II. Cadre légal	93
A. Droit fédéral	93
B. Droit genevois	95
1. Modification de l'article 168 Cst./GE	95
2. Modification de l'article 22 de la loi genevoise sur l'énergie	96
III. Questions de monopoles	100
A. Monopoles de droit direct et indirect	100
B. Constitutionnalité	102
C. Robustesse face à la législation sur la concurrence	104
IV. Tarification de la fourniture d'énergie par les RTS	106
V. Obligation de raccordement	110
A. Immeuble situé dans le périmètre des RTS	111
B. Immeuble faisant l'objet de travaux	111
C. Utilisation plus rationnelle de l'énergie	113
D. Raccordement conforme au principe de la proportionnalité pour l'utilisateur	114
V. Remarques conclusives	117

MARTIN BEYELER

**Quelques thèses sur la durabilité
des marchés publics**

	121
I. Des grands leviers	123
A. Les alternatives à l'acquisition de prestations nouvelle- ment produites	123
B. La conception de prestations neuves	125
C. Conclusion	131
II. De l'utilisation des grands leviers par l'adjudicateur public	132
A. Les limites posées par le droit des marchés publics ...	133
1. Les spécifications du marché	133
2. La question des spécifications sans impact sur le produit final	135
3. Les réponses données par le droit révisé	136
a. Les convergences entre les conditions de partici- pation et les spécifications	136
b. La disposition intitulée « spécifications tech- niques »	139
c. Conclusion	142
4. La concrétisation des réponses concernant l'aspect social	143
a. Les prestations produites en Suisse	143
b. Les prestations produites à l'étranger: le respect du droit applicable	145
c. Les prestations produites à l'étranger: les autres standards	147
d. L'interprétation de la notion des « autres stan- dards » par le Conseil fédéral	154
B. Deux précisions	157

III. De l'étendue du devoir d'acheter de manière durable	159
A. Le but légal de la durabilité	160
1. L'étendue et le rang de l'aspect économique	160
2. Économie politique – nationale?	164
3. Conclusion	170
B. Du but aux obligations légales	170
1. Les critères d'adjudication	171
2. Les conditions de participation	179
3. Les critères d'aptitude	185
4. Les spécifications	189
IV. Des buts du droit des marchés publics et du marché public	202
A. Les buts de la législation en matière de marchés publics	202
1. Au début du vingtième siècle	203
2. Les années 1980	206
3. À la fin du vingtième siècle	212
4. Selon le droit actuel	220
a. La continuité	221
b. Des buts en évolution	221
c. La portée du but de durabilité du droit des marchés publics révisé	231
5. Conclusion	234
B. Le but d'un marché public concret	236
1. La couverture des besoins	237
2. Les instrumentalisations licites	238
3. À propos de l'« usage stratégique » des marchés publics	241
4. Conclusion	245
Bibliographie	246
Documents officiels	249

FRANÇOIS BELLANGER

Les obligations légales en matière d'énergie pour la construction ou rénovation de bâtiments	251
I. Introduction	251
II. La politique fédérale en matière d'énergie	252
III. La planification cantonale en matière d'énergie	260
A. La planification stratégique	260
B. La planification directrice	264
C. Le Concept énergétique territorial	265
IV. La réglementation en matière de constructions	267
A. La loi sur l'énergie	267
1. La construction de bâtiments neufs	268
2. La rénovation de bâtiments	270
a. Les règles générales	270
b. Le changement d'installations de chauffage ...	271
c. L'obligation de rénover	272
3. La construction ou la rénovation de bâtiments d'importance	277
a. La notion de bâtiments d'importance	277
b. Le concept énergétique de bâtiment	278
c. Les obligations particulières	279
4. Les bâtiments publics	279
B. La loi sur les constructions	280
1. La densité et l'implantation	280
2. L'équipement des constructions	283
3. L'énergie grise	286
V. Conclusion	288
Bibliographie	290

EMMANUEL CHAZE

Praille Acacias Vernets

Réinventer l'aménagement du territoire :

agir dans un contexte de réchauffement climatique 291

Table des matières 297